

## Le contre-rapport Tindemans (Décembre 1975)

**Légende:** En réaction au Rapport Tindemans sur l'Union européenne, "Agenor", groupe de pression européen d'obédience socialiste, publie en décembre 1975 un anti-rapport Tindemans particulièrement critique.

**Source:** La revue nouvelle. dir. de publ. Delfosse, Jean. mars 1976, n° 3; 32e année. Bruxelles: La revue nouvelle ASBL. ISSN 0035-3809.

**Copyright:** (c) La revue nouvelle A.S.B.L

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/le\\_contre\\_rapport\\_tindemans\\_decembre\\_1975-fr-87be272c-1330-47ef-bde7-6e4602b6c1f2.html](http://www.cvce.eu/obj/le_contre_rapport_tindemans_decembre_1975-fr-87be272c-1330-47ef-bde7-6e4602b6c1f2.html)

**Date de dernière mise à jour:** 22/10/2012

## L'Europe: un contre-rapport

### Les dimensions de la crise économique

Il y a plus de cinq millions de chômeurs dans les seuls pays de la CEE, et l'inflation continue à y dépasser les 10 p.c. l'an. Dans ces circonstances, il paraît vain à beaucoup de progressistes et de socialistes de s'occuper d'un rapport qui prévoit une union politique européenne pour la fin de la décennie. Ne faudrait-il pas d'abord penser à combattre la crise économique par des moyens qui nous rapprocheraient de l'objectif d'une société socialiste et démocratique plutôt qu'ils ne renforceraient le système capitaliste?

C'est dans cette perspective précise pourtant que la dimension européenne et la définition des moyens qui permettraient de mener *conjointement* les politiques nécessaires nous semblent tout à fait à l'ordre du jour. La crise actuelle ne témoigne pas seulement d'un retour à l'alternance classique de l'expansion et de la récession qu'avaient jusqu'ici tempérée des politiques économiques inspirées de Keynes et de l'Etat-providence. C'est une crise structurelle, qui affecte la totalité du monde industriel occidental, et il n'est pas un pays, même gouverné par les socialistes, qui puisse espérer la résoudre seul.

### Les contradictions du système s'aiguisent

Les contradictions *internes* du système capitaliste occidental, fondé sur la priorité absolue accordée à la croissance continue du potentiel économique et du niveau de la consommation, sont maintenant revenues au premier plan. Ce mythe, dont on connaît les retombées en termes d'exploitation croissante et d'inégalités, a trop souvent été alimenté par les partis de gauche. C'est ainsi que les sociaux démocrates aussi bien que les communistes ont fondé leurs prétentions au pouvoir sur le fait qu'ils distribueraient plus efficacement les fruits de la croissance que ne le feraient leurs opposants conservateurs. Le conflit s'est ainsi aiguisé sans cesse entre la demande de consommation et le volume toujours plus important des investissements en capital nécessaires pour maintenir l'expansion économique, pour financer le « progrès » technologique et pour maintenir la compétitivité.

Contrairement à tous les principes rassurants de l'économie keynésienne, l'inflation galopante et le chômage se sont ainsi développés de concert. Ce phénomène avait déjà commencé à apparaître avant la hausse des prix du pétrole (la « crise de l'énergie »); dès 1969, les rapports de l'OCDE y ont fait des allusions répétées. Cette tendance a des impacts structurels inévitables en Europe occidentale, où elle touche surtout les plus faibles: travailleurs jeunes et âgés contraints au chômage, industries fragiles plongées dans le déclin, régions périphériques et sous-développées reléguées encore plus loin dans le peloton de queue.

Dans le même temps, les contradictions *externes* du système économique occidental s'aiguisent. La croissance économique qui sous-tend tout le système repose sur l'exploitation toujours accentuée des ressources du tiers monde : énergie, matières premières et même main-d'oeuvre quand il le faut. Les pays riches absorbent un volume grandissant de ressources naturelles des pays pauvres, et nombre d'entre elles ne sont pas renouvelables. Jusqu'il y a peu, nos pays ont réussi à comprimer les prix des matières premières qu'ils achetaient aux pays producteurs, tout en forçant ces derniers à payer leurs importations de produits manufacturés en provenance des pays industrialisés à des prix que l'inflation élevait sans cesse. Durant la décennie qui a suivi l'ouverture en 1964 de la conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, les signaux d'alarme se sont multipliés, mais les pays riches de l'hémisphère nord n'y ont pris garde qu'après que les pays de l'OPEC aient quadruplé le prix du pétrole en 1973-74. Après s'être défait de la domination économique des sociétés multinationales occidentales qui exploitaient son pétrole, un groupe de pays du tiers monde a pu ainsi s'assurer la maîtrise de l'approvisionnement et de la fixation des prix d'une matière première vitale, puisqu'on ne pourra pas la remplacer dans un avenir prévisible et que c'est sur elle que repose le modèle occidental de croissance et de consommation.

Les pays du tiers monde maintenant un front uni, les pays riches doivent faire face à un ensemble redoutable d'exigences. Les prix des exportations de matières premières en provenance des pays en voie de développement ne devraient pas seulement être stabilisés à un niveau substantiellement plus élevé; ils devraient encore être indexés sur le taux d'inflation du monde industrialisé, de telle sorte que leur pouvoir

d'achat en termes de marchandises fabriquées à l'Ouest soit garanti. En outre, à plus long terme, l'activité économique tendra à se redistribuer entre les pays industrialisés du Nord et le tiers monde. La réalisation de cet objectif passe pour partie par la suppression des barrières douanières qui protègent encore les marchés des pays riches contre les importations de produits manufacturés en provenance du tiers monde, et pour partie par un transfert délibéré d'activités industrielles et de la technologie qui leur est liée. L'idée d'un « nouvel ordre économique international » doit désormais être prise au sérieux; on ne s'en débarrassera plus en parlant de démagogie tiers-mondiste.

### **Les menaces pour demain**

Dans les années qui viennent, la crise extérieure tendra à accroître les contradictions internes du système capitaliste occidental. La tendance à la hausse des prix de l'énergie et des matières premières continuera à nourrir les feux de l'inflation, tandis que les sociétés occidentales lutteront désespérément pour sauvegarder leurs niveaux actuels de consommation. Les politiques déflatoires qui devraient combattre l'inflation continueront à comprimer les revenus réels et à maintenir des taux de chômage élevés. Les pressions visant à déplacer les activités de transformation des matières premières et les industries de base vers les pays en voie de développement concordent parfaitement avec la stratégie des multinationales qui cherchent à maintenir leur taux de profit; le niveau de l'emploi en sera d'autant plus déprimé, et comme l'impact de cette évolution sera différent suivant les secteurs industriels et par là suivant les régions, les tensions tendront à s'accroître à l'intérieur de l'Europe occidentale.

Face à une crise économique de cette sorte et de cette dimension, il est évidemment absurde de ressusciter le vieux programme « européen » d'union monétaire et économique des pays de la CEE. Certains y voient le fondement économique d'une superstructure politique plus développée. Mais si elle devait jamais être réalisée, l'union monétaire, avec la rigide coordination des politiques économiques nationales qu'elle suppose, ne pourrait que rendre encore plus inégal l'impact de la crise entre les régions riches et pauvres de l'Europe.

Sur ces points, la solution ne peut venir que de ceux qui sont préparés à penser en termes d'alternatives au système actuel et à son type de pouvoir économique. Le rapport Tindemans peut être aussi inadapté qu'on veut aux problèmes de l'heure, il importe cependant que les socialistes s'interrogent sur l'adéquation de la dimension européenne par rapport à leurs programmes et à leurs politiques face à la crise.

### **Une nouvelle stratégie pour la gauche**

Née du libre échange des biens et des capitaux qui, se développant plus vite que la Communauté des Neuf, tend à s'élargir à l'ensemble de l'Europe occidentale, l'interdépendance économique de nos pays est déjà trop marquée pour qu'aucun d'eux, agissant seul, puisse sortir de la double crise qui les a tous frappés. Telle est la première réalité qu'il faut admettre. Naturellement, dans chaque pays, les progressistes doivent parer à la crise aussi bien qu'ils le peuvent dans les circonstances locales. Ils chercheront des réponses et des alternatives qui seront fonction du contexte national, tant politique qu'économique. Mais même les « nationalistes de gauche » les plus doctrinaires ne peuvent plus désormais sacrifier au mythe selon lequel une sorte d'économie de guerre pourrait permettre de bâtir le « socialisme dans un seul pays ». C'est au niveau européen qu'on peut élaborer et soutenir des solutions de rechange fondamentales pour le développement de l'économie européenne; c'est à ce niveau que se jouent les chances de toute forme de société socialiste.

En second lieu, la gauche doit maintenant affronter un problème que l'expansion continue lui a longtemps permis d'éluider : comment rompre avec le modèle de croissance indifférencié, non sélectif et intensif en capital, qui découle de la priorité politique accordée à la seule croissance de la prospérité matérielle? En dehors de tout jugement moral sur la légitimité d'un système qui se fonde sur l'exploitation du tiers monde et qui implique des niveaux de consommation que l'ensemble de l'humanité ne peut espérer atteindre, c'est là une politique dont les pays d'Europe occidentale n'ont désormais plus les moyens, ni matériels, ni financiers.

Les conséquences de cette situation sont nombreuses. Il faudra d'abord se pencher plus sérieusement sur le problème des inégalités économiques dans nos sociétés. Ces inégalités ont été tacitement tolérées, même par

des socialistes, parce qu'elles semblaient nécessaires à l'élévation du niveau de la croissance et de la consommation. Mais cette position devient intenable dès lors que la majorité de la population peut seulement espérer le maintien, voire même un certain recul, de ses revenus réels.

La gauche doit aussi admettre qu'il est nécessaire, même si c'est impopulaire, de préparer et de planifier la reconversion d'une grande partie de la population active, afin d'« accompagner » la diminution ou le transfert vers les pays en voie de développement d'un très grand nombre d'emplois assurés jusqu'ici par des industries comme celles de l'acier, de la construction navale, de l'automobile, des textiles, des chaussures, du plastique ou de la pétrochimie. Dans le cas contraire, l'Europe se trouverait devant un choix impossible : soit se retrancher derrière des barrières douanières qui la protégeraient des exportations industrielles du tiers monde - mais cette voie, impraticable compte tenu de notre dépendance commerciale à l'égard de ces pays, nous entraînerait vers une dépendance économique et politique encore accrue à l'égard des Etats-Unis; soit accepter un chômage structurel massif, qui serait à la fois politiquement explosif et intolérable pour la gauche.

Si l'on veut éviter une situation de concurrence acharnée et finalement suicidaire entre les différents pays européens, ce redéploiement industriel ne devra pas seulement refléter un modèle différent de croissance et de consommation; il devra encore être élaboré et mis en oeuvre au niveau européen.

La gauche, enfin, doit faire face au problème des inégalités régionales en Europe. C'est un problème qu'on retrouve au niveau de chaque pays, au niveau de la Communauté européenne prise comme un tout, et au niveau de l'ensemble de l'Europe occidentale si l'on songe à l'exploitation criante des pays pauvres de la zone méditerranéenne (Portugal, Grèce, Turquie) par l'économie capitaliste des zones centrales plus riches. La création d'un marché capitaliste unique de l'Europe occidentale - dont la Communauté des Neuf ne forme que le noyau - aiguise les inégalités et donc les tensions potentielles entre les régions centrales prospères et les régions rurales ou industrielles déclinantes de la périphérie. Les exigences du tiers monde en vue d'obtenir un meilleur partage des activités industrielles accentueront encore ce déséquilibre : ce seront surtout les industries et les régions les moins susceptibles d'adaptation qui seront les plus affectées. Faute d'une stratégie qui puisse combattre cette tendance en assurant une redistribution effective de l'activité et de la prospérité économiques en Europe occidentale, les tensions croissantes que l'on peut prévoir suffiront à anéantir toute tentative de politique économique communautaire. Elles pourraient également empêcher les pays européens de mener la politique commune dont ils ont besoin dans leurs rapports avec le reste du monde.

Car c'est là le dernier point qu'il faut souligner : nous n'avons pas d'autre choix que de traiter collectivement avec le monde extérieur. Les pays européens vont devoir préciser et mettre en oeuvre leur attitude à l'égard du tiers monde à un moment où se fait plus acharnée la concurrence des Etats-Unis et du Japon pour le contrôle des matières premières et des marchés. Plus dépendante à cet égard que les Etats-Unis qui trouvent de l'énergie et des matières premières en abondance sur leur propre sol, moins souple sur le plan industriel que le Japon qui n'en détient pas, l'Europe occidentale peut être prise en tenaille entre, d'une part, l'impitoyable impérialisme économique de ces deux géants, et d'autre part les ambitions industrielles des pays en voie de développement. Les ressources technologiques de l'Europe occidentale, la taille de son marché et sa capacité potentielle à suivre une ligne indépendante des Etats-Unis pourraient lui donner une réelle influence sur la configuration du futur système économique international. Encore faudrait-il que les pays d'Europe occidentale soient prêts à négocier en bloc avec les deux autres parties.

Dans le cas contraire, ce ne serait pas seulement l'économie européenne qui serait prise en tenaille, avec tout ce que cela implique en termes de chômage et de difficultés économiques. Les chances d'un changement important et d'une société socialiste en Europe occidentale seraient également compromises. Le « nouvel ordre économique » peut conduire à une plus grande justice économique *entre* les nations; rien ne garantit qu'il conduise à une plus grande justice à *l'intérieur* de celles-ci. Dans la plupart des pays du tiers monde, le développement économique s'opère sous les espèces d'un capitalisme incontrôlé, fondé sur une difficile alliance entre les élites locales et les multinationales. Pour ces dernières, la main-d'oeuvre bon marché et docile, l'inexistence de la législation sociale ou d'une législation sur l'environnement compensent largement les concessions qu'elles peuvent avoir à faire au nationalisme économique de ces pays.

A l'intérieur d'une structure capitaliste, le transfert de l'industrie vers les pays du tiers monde peut donc contribuer à l'approfondissement des inégalités qu'on y constate; ce transfert peut aussi renforcer les forces capitalistes à l'intérieur même du monde industrialisé.

Si la gauche ne développe pas une stratégie cohérente pour s'opposer à cette menace, il deviendra plus difficile d'instaurer une plus grande égalité économique, d'accroître les droits des travailleurs et des consommateurs ou de contrôler la pollution industrielle en Europe occidentale.

Résumons-nous : la crise intérieure et extérieure du capitalisme occidental confronte la gauche avec un double défi. A l'intérieur, il faut promouvoir un nouveau modèle de croissance économique fondé sur une structure de consommation différente; ce modèle doit prendre en compte *et* le besoin d'une nouvelle division du travail entre l'Europe et le tiers monde, *et* celui d'une redistribution plus équitable de l'activité et de la prospérité économiques en Europe occidentale. Comme le degré d'intégration économique déjà atteint à l'intérieur de cette zone interdit de penser qu'un pays soit capable de se choisir un modèle de développement fondamentalement différent de celui de ses voisins, l'action ne peut être que commune.

Sur le plan extérieur, une stratégie européenne unifiée est nécessaire pour négocier de nouveaux rapports avec le tiers monde, et pour résister aux pressions économiques des Etats-Unis et du Japon.

Si la gauche veut relever ce double défi, l'union européenne prend un sens nouveau et très différent : elle devient un instrument nécessaire pour atteindre les objectifs ainsi déterminés.

### **Vers l'union politique: la fin et les moyens**

On l'a indiqué plus haut, une stratégie économique socialiste est indispensable à l'Europe. Ce qui n'apparaît pas évident, aux yeux de beaucoup, c'est qu'un nouveau cadre institutionnel dépassant celui de la Communauté européenne existante soit utile ou nécessaire pour mettre cette stratégie en oeuvre. La Communauté, telle qu'elle existe, a prouvé son caractère essentiellement conservateur; elle est de toute évidence peu apte à traiter avec le monde extérieur et n'a eu qu'un impact mineur sur les courants économiques à l'intérieur de l'Europe. En outre, elle ne dispose que d'une façade de contrôle démocratique et couvre un regroupement arbitraire de neuf des pays de la zone économique que représente l'Europe occidentale.

### **L'Union - mais quelle union?**

Tout ceci étant, comment voir dans les recettes de M. Tindemans - ou ce qu'en feront les actuels gouvernements des Neuf - une quelconque possibilité de transformation?

Il y a, à cela, plusieurs réponses.

Il faut d'abord rappeler que la Communauté et ses institutions, présentes et futures, fournissent un cadre pour l'action. Si la gauche voulait les prendre au sérieux, comme l'ont fait les forces conservatrices durant ces vingt dernières années, le résultat serait certainement très différent. En outre, si la CEE ne couvre pas toute l'Europe occidentale, elle inclut néanmoins ses cinq ensembles économiques les plus importants (l'Allemagne fédérale, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et le Benelux), tandis que les autres pays d'Europe impliqués ont lié leur économie aux Neuf par une série d'accords de libre-échange.

Deuxièmement, la Communauté, dans la forme où elle existe, se trouve dans une sorte de no man's land dangereux entre le monde des Etats-nations totalement souverains et indépendants - situation à laquelle il serait impossible de revenir - et un futur Etat ouest-européen, qu'il soit fédéral, confédéral, ou d'une nature qui serait encore à inventer. Les institutions actuelles sont totalement inaptes à affronter les problèmes de stratégie économique globale et de choix de société que les pays d'Europe occidentale ne peuvent éluder et qu'ils seront acculés à résoudre ensemble dans les années à venir.

Le Conseil des ministres est un forum servant à la défense à courte vue des intérêts nationaux, plutôt qu'à la recherche d'une quelconque vision politique. De même - et c'est plus grave - le Conseil européen représente, pour les chefs de gouvernement, une tentation apparemment irrésistible de forger au niveau européen cette « politique d'union nationale » dont nombre d'entre eux, dans leurs pays respectifs, rêvent en vain en ces temps où règne une crise économique échappant manifestement à leur contrôle. Le Conseil européen leur offre un forum et un alibi pour entériner des politiques, européennes ou internationales, en contradiction avec les options politiques fondamentales qu'ils soutiennent au niveau national. Enfin, il n'existe aucun organe de contrôle démocratique fondé sur le suffrage universel. Dans cette situation, la stratégie économique qui pourrait être élaborée par certains des partis socialistes ou communistes - ou par tous - aurait très peu de chances d'aboutir; elle serait nécessairement soumise à des compromis échappant au contrôle démocratique.

Par contre, avec une union politique ouest-européenne aux traits précis, incluant un parlement élu au suffrage universel, et une forme de « gouvernement » ayant des tâches et des pouvoirs clairement définis, la stratégie dont nous avons parlé et montré la nécessité pourrait être proposée démocratiquement et effectivement mise en oeuvre. La gauche aurait de très sérieuses chances de pouvoir utiliser les mécanismes démocratiques d'une union politique européenne pour faire accepter et mener à bien une stratégie qui soit crédible parce qu'adaptée au niveau européen. Sans ces mécanismes, elle n'aurait aucune chance du tout.

Il est une troisième raison de prendre la Communauté européenne pour point de départ. Le tiers monde ne juge la voix des Européens intéressante et digne d'être écoutée que lorsqu'ils s'expriment d'une seule voix et sont capables d'accepter des engagements en commun. Dans le dialogue Nord-Sud qui s'amorce, les Neuf sont reconnus comme la voix de l'Europe occidentale. Il est significatif que, de leur côté, les Etats-Unis répugnent à voir la CEE se transformer en un véritable bloc n'ayant pas seulement une politique commerciale mais une stratégie économique et des objectifs politiques différents des leurs.

Il ne serait pas réaliste, en termes politiques, de dresser des plans pour une union politique de l'Europe sans prendre en compte la situation politique qui prévaut dans cette région du monde. Une union politique que les « establishments » existants fondraient pour étançonner une situation minée aux niveaux nationaux, ne pourrait fournir un cadre valable pour les choix qui s'imposent quant à l'avenir de nos sociétés.

Le point de départ pour une union européenne ne peut être le renforcement des institutions existantes de la Communauté, ni même la nécessaire introduction d'un élément de contrôle démocratique par les élections directes au Parlement européen. Les plans d'union européenne ne sont justifiés que s'ils répondent à une double condition :

- fournir les instruments permettant de faire face à la crise économique d'une manière qui laisse la voie ouverte au combat pour une société socialiste;
- assurer à travers toute la zone couverte par la Communauté de nouvelles formes de démocratie adaptées aux besoins des peuples et des régions, ainsi qu'aux changements qui résulteront de la crise.

En bref, l'union politique européenne doit être la garante d'une société démocratique, susceptible de se transformer en société socialiste - et non une brillante et vaine superstructure plaquée sur un système économique et politique bancal.

### **Démocratiser l'entreprise**

Dans ce processus de démocratisation politique, on peut relever et préciser plusieurs éléments. Le premier est la démocratie industrielle, assurant aux travailleurs une participation effective à la décision. C'est de toute façon un nécessaire contrepoids à la rigide concentration du pouvoir économique à des niveaux s'éloignant de plus en plus des travailleurs. Mais c'est aussi un élément crucial de toute stratégie socialiste visant à faire face à la crise économique. L'économie européenne sera sujette à de nombreuses pressions simultanées l'orientant vers des changements structurels : changements technologiques (on parlera généralement de « progrès »); pressions du tiers monde dont nous avons parlé plus haut; politique des multinationales à l'échelle du monde; compétition avec les autres puissances industrielles. La stratégie

capable de prévoir ces pressions et de s'y adapter, capable d'agir sur les changements structurels plutôt que de les subir passivement, ne pourra être mise en oeuvre que si tous les intéressés bénéficient d'un degré élevé de participation démocratique. On ne peut attendre des travailleurs qu'ils modèrent leurs revendications salariales, limitent leurs grèves, coopèrent au changement industriel ou acceptent l'obligation de chercher un nouvel emploi s'ils n'ont part ni aux profits, ni aux décisions ayant trait à leur travail.

A ce problème, il est plusieurs approches possibles : des obligations plus grandes pour les entreprises en matière de divulgation d'information et de recherche d'accords pour certaines décisions; des droits accrus pour les syndicats; la participation directe des représentants des travailleurs aux décisions de gestion, à travers des conseils du travail et des sièges au conseil de direction (dans la ligne du système allemand de cogestion) ou encore l'établissement de coopératives de travailleurs.

Aucune de ces approches n'est exclusive de l'autre, encore que la manière dont les différents mouvements syndicaux nationaux envisagent ce problème soit fort variable. L'union européenne n'exige pas une solution uniforme, qui serait d'ailleurs impossible à atteindre. Pour une raison évidente, elle exige cependant une certaine convergence entre les pratiques nationales : des divergences notables dans le degré de démocratie industrielle des différents pays d'Europe permettraient tant aux multinationales qu'aux gouvernements d'opposer l'un à l'autre les syndicats et par là de freiner la tendance générale. Finalement, certaines réformes devraient faire l'objet d'une législation à l'échelle européenne.

Ceci est l'un des rares domaines où l'actuelle Communauté a évolué dans la direction qu'une stratégie de gauche pourrait souhaiter. Les propositions émises par la Commission européenne en 1975 sur la « société européenne » et sur l'harmonisation des législations nationales sur les sociétés, ainsi que le large débat qui devrait s'instaurer autour de ces propositions, vont dans la bonne direction - encore qu'elles aient peu de chance d'avoir un jour force de loi si les partis de gauche les ignorent.

## **L'Europe des régions**

Un second élément à prendre en considération est la nécessité de lier l'union européenne à un renforcement de la représentation politique des régions, particulièrement dans les cas où cette représentation serait le reflet d'un véritable sentiment d'identité régionale, ou d'identité nationale abolie - et non le produit de commodités administratives. La CEE a été beaucoup trop subordonnée aux gouvernements nationaux qui l'ont créée pour prendre en compte la cause de l'autonomie régionale. Mais le débat sur l'union européenne pourrait et devrait être l'occasion d'établir le lien.

Ce lien pourrait affecter de plusieurs manières la forme de l'union européenne. Le Parlement européen gagnerait de toute évidence en crédit démocratique si ses membres représentaient les forces politiques régionales plutôt que d'être l'expression de partis politiques nationaux dont le discrédit va croissant. Des élections directes au Parlement européen pourraient donner un coup de pouce à l'organisation politique régionale - que ce soit intentionnel ou non. Le Conseil des ministres, qui symbolise l'autorité des Etats nationaux, pourrait difficilement ne pas en subir les effets. Le transfert de véritables pouvoirs de décision en matière économique vers des entités régionales soulèvera d'ailleurs, tôt ou tard - et sans doute plus tôt que prévu - le problème de la coordination de ces décisions au niveau européen. Comment les autorités de la CEE pourraient-elles contraindre une assemblée élue wallonne (ou écossaise) ayant mandat de promouvoir un rapide développement industriel, à s'en tenir aux règles communes en matière de concurrence, si la Wallonie (ou l'Ecosse) se trouve sans voix lorsqu'il s'agit de définir la politique de développement régional de la Communauté?

L'orientation vers une plus grande démocratie et vers une meilleure représentativité régionales n'est cependant pas plus une fin en soi que ne l'est un Parlement européen directement élu. Ce qui compte, c'est le contenu de la stratégie proposée et son adéquation aux véritables problèmes des régions. L'apparente incapacité des pays européens à prévenir la concentration de l'activité économique et des richesses dans les capitales des Etats et dans certaines zones industrielles constitue un de leurs plus grands échecs. Et cela en dépit des incitants financiers considérables accordés à l'industrie privée pour qu'elle se tourne vers les régions les moins favorisées.

La CEE menace maintenant de limiter à cet égard la liberté des gouvernements nationaux afin d'éviter qu'ils fassent de la surenchère pour s'attirer les faveurs des multinationales, mais on ne saurait oublier que l'effet naturel d'un marché commun est d'intensifier le pouvoir d'attraction des zones centrales. Les changements structurels qu'imposent les revendications du tiers monde ne feront qu'accentuer les difficultés des régions rurales éloignées et des régions industrielles en déclin, accroissant ainsi les tensions qui compromettent la fragile cohésion de l'Europe occidentale. Aussi longtemps que les régions les plus défavorisées seront représentées par les gouvernements nationaux qui les ont traditionnellement négligées, les institutions de la Communauté ne seront pas en position de donner au développement régional la priorité qu'il nécessite. Une composante régionale dans la structure de l'union politique européenne est donc un facteur vital; elle permettrait de réduire, au niveau national, la concentration excessive du pouvoir dans le même temps où des attributions limitées seraient transférées au niveau européen.

### **L'Europe des droits de l'homme**

Le troisième élément indispensable à une véritable union européenne est la nécessité de garantir le caractère démocratique de celle-ci et son engagement en faveur des droits fondamentaux de l'homme et de la liberté politique. Dans le passé, on considérait ce point comme acquis, ou comme relevant des garanties constitutionnelles nationales : pour les gaullistes, par exemple, la liberté politique était en liaison avec la souveraineté nationale.

Aucune de ces affirmations n'est justifiée. La Convention européenne des droits de l'homme ne fait pas partie intégrante du Traité organisant la CEE. En dehors même du fait qu'il n'y existe aucun élément de démocratie représentative, on peut dire que la CEE ne fournit pour les droits de l'individu, même dans le domaine économique, aucune garantie explicite autre que celles qu'assurent implicitement les traditions juridiques des Etats membres. Or les gouvernements européens ne sont pas tous irréprochables à cet égard. La définition des droits politiques et syndicaux est plus restrictive dans certains pays que dans d'autres - pour ne pas parler de la situation en ce qui concerne le divorce ou l'avortement : l'un et l'autre sont, dans tel pays membre, considérés comme des droits fondamentaux, tandis que dans tel autre le divorce est soumis à des règles très restrictives et l'avortement considéré comme un crime. En vérité, pour les socialistes, le contraste entre les efforts laborieux que fait la CEE pour améliorer la condition des gens dans leur situation de producteurs, et son manque d'intérêt pour leurs droits en tant qu'êtres humains, est un des aspects les plus choquants de la situation présente.

Enfin - et ce n'est pas le moins important - la possibilité existe toujours qu'une conjonction de conflit économique et de malaise social amène au pouvoir, dans un, ou même plusieurs pays d'Europe, un gouvernement autoritaire de droite. Pour ceux dont la confiance en la stabilité démocratique des Neuf n'est jamais ébranlée, il est bon de rappeler que non seulement la Grèce, qui est déjà candidate, mais aussi l'Espagne, le Portugal et (peut-être) la Turquie, demanderont vraisemblablement leur admission à la CEE au cours de la prochaine décennie. La décision sur l'admission de la Grèce, où le régime des colonels n'est pas un lointain souvenir, doit être prise dans le courant de l'année, avant même la décision sur l'union européenne.

Dans de telles circonstances, il est évidemment essentiel que la future union européenne reprenne en compte les garanties constitutionnelles qui ont déjà cours au niveau national. Au minimum, il faudrait faire de l'acceptation de la Convention européenne des droits de l'homme ainsi que des institutions parlementaires démocratiques, une condition formelle à la participation à l'union européenne - de telle sorte qu'aucun pays ne puisse devenir ou rester membre s'il ne remplit pas ces conditions. A long terme, l'objectif devrait être d'institutionnaliser sur le plan européen le plus haut niveau de droits humains, politiques et économiques existant dans l'un des pays membres, et d'obliger progressivement les autres à s'aligner sur lui.

### **Conclusions: six thèses pour l'Europe**

1. La nature de la crise économique à laquelle doit faire face l'Europe occidentale, et la récente crise politique qui lui correspond, obligent la gauche à porter sa réflexion politique - et en conséquence sa



réflexion sur les instruments capables de la promouvoir - à un niveau dépassant les Etats-nations. Rejeter purement et simplement l'opération Tindemans parce qu'elle n'aborde pas les vraies questions, c'est tomber dans un piège, c'est livrer à des forces essentiellement conservatrices le soin de modeler les institutions politiques des prochaines décennies.

2. La priorité des priorités, pour l'Europe occidentale, c'est l'élaboration et la mise en oeuvre d'une stratégie économique alternative qui remplacerait la poursuite, jamais remise en question, de la croissance non sélective. Une telle stratégie passe nécessairement par un nouvel engagement dans le combat contre les inégalités, tant à l'intérieur de la société européenne que sur le plan mondial. L'élément directeur de cette stratégie devra être une redistribution des ressources productives, permettant une adaptation aux changements structurels sans lesquels on n'échappera pas au chômage massif et durable et à l'aggravation des inégalités régionales et sociales. Cette redistribution suppose une planification à long terme.

3. Le succès d'une telle stratégie n'est possible que si elle est mise en oeuvre démocratiquement. Etendre au niveau de la Communauté les institutions de la démocratie parlementaire serait un premier pas important. Quel que soit le schéma institutionnel retenu, un minimum absolu s'impose : ces institutions doivent présenter un modèle simple, compréhensible, de démocratie parlementaire basée sur le suffrage direct. La tendance à un pouvoir centralisé, monopolisé par un groupe de dirigeants nationaux échappant au contrôle du Parlement européen ainsi qu'au contrôle effectif de leurs parlements nationaux respectifs, doit être combattue par la mise en place d'un organe tenant sa légitimité du Parlement européen et effectivement contrôlé par lui.

4. Mais l'instauration d'un système parlementaire européen ne suffira pas; les systèmes parlementaires nationaux sont eux-mêmes en crise. Seule une très importante participation des travailleurs aux processus de décision dans le secteur privé peut garantir que les changements structurels - changements que sont en train d'imposer à l'Europe les aspirations du tiers monde et la compétition avec les autres puissances industrielles - seront mis en place par des voies acceptables, et non par une accélération de la concentration du pouvoir économique. Ainsi la démocratie industrielle et économique doit être au coeur de toute future union politique.

5. De même, les populations des différentes régions seront soumises à des mutations dues à la pression extérieure ou à la stratégie générale qui voudra y faire face. La tension entre ces régions et les systèmes nationaux hypercentralisés s'en verra accrue. Une forme de participation démocratique régionale est de toute évidence un élément vital de toute future union européenne.

6. Enfin - et ce n'est pas le moins important - l'union européenne doit se préoccuper activement non seulement des droits économiques mais aussi des droits individuels de l'homme et du citoyen, et avoir les moyens de les défendre. C'est de cette façon seulement que l'union pourra acquérir le visage humain qui fait si manifestement défaut aux institutions actuelles, conservatrices et bureaucratiques.

Agenor.